

Maghreb Canada Express

Édition Numérique
AVRIL 2024

Pour nous joindre, Téléphone : (+1) 514-576-9067, Courriel : contact@elfouladi.com

© Les Éditions Maghreb Canada



LE MAROC SOUS STRESS HYDRIQUE Les Avocats du diable

Page 3



Crédit Photo : DR

À LIRE ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO :

D'UN CONTINENT À L'AUTRE

Les Parisiens n'arrivent pas à faire face à l'arrivée des prochains jeux olympiques.....(Page 2)

UN MOIS DANS LE MONDE

1. Macron veut discuter avec Poutine.....(Page 4)
2. Deux arrestations à Montréal.....(Page 4)

PAGES SCIENCES ET TECHNOLOGIE

1. Cyber sécurité un passage obligé.....(Page 6)
2. Trois questions à la Marocaine Saida Begi, Business development, Manager.....(Page 7)

Alger - Tunis - Casa



Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو

VOYAGES MAESTRO

سفریات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444



Tél. 514 381-1999



Titulaire d'un Permis du Québec



نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار

Toufic Sleiman
Propriétaire



FRANCE : LES SCANDALES AYANT SECOUÉ LES JEUX OLYMPIQUES DE PARIS

Les Parisiens n'arrivent pas à faire face à l'arrivée des prochains jeux olympiques



Par Mustapha
Bouhaddar

En effet, les tickets de métro et de train ont doublé, sans compter les places de parking de plus en plus chères. Il faudra ajouter à ça le scandale des travailleurs émigrés sans papiers qui travaillent illégalement aux postes les plus *accidentogènes*. Notamment sur le chantier du village des athlètes ou encore sur la piscine.

D'après le magazine "Jeune Afrique" du 25/01/2023, les organisateurs de la dernière Coupe du monde de football doivent rire sous cape. Mis à l'index par des activistes français dénonçant les « chantiers du scandale » qataris, ils savourent aujourd'hui les titres de presse internationaux qui relaient les témoignages de travailleurs immigrés, notamment africains, dénonçant leurs conditions de travail sur les sites des Jeux olympiques qui doivent se tenir à Paris, dans un an et demi...

Depuis le second trimestre de 2022, l'inspection du travail a révélé de nombreux cas de travailleurs sans-papiers. Pour lutter contre ceci, l'inspection du travail a même créée une unité spécialisée qui contrôle près d'un site par jour depuis plus de 2 ans. Certains travailleurs ont accepté de témoigner pour lever l'omerta qui

pèse sur ce phénomène.

Pendant 3 mois Gaye, malien qui travaille en France depuis cinq ans, raconte avoir travaillé de 9 heures à 17 heures ou parfois 19 ou 20 heures. La journée étant payée 80 euros, heures supplémentaires effectuées ou pas.

À qui la faute ?

En juin dernier c'est neuf travailleurs en situation irrégulière qui sont identifiés sur un chantier avec en maître d'ouvrage la SOLIDEO (Société de livraison des ouvrages olympiques) et le parquet de Bobigny qui ouvre une enquête pour « travail dissimulé » et « emploi d'étranger sans titre en bande organisée ».

La Solideo a répliqué en imputant la responsabilité aux sous-traitants. Nicolas Ferrand ayant déclaré avoir rompu le contrat avec le sous-traitant en question et le géant du bâtiment qui avait recours lui aussi à ces pratiques. Il souligne : « On a écrit au procureur de Bobigny pour dire qu'on souhaite se joindre aux procédures contre les employeurs indécents » et en rappelant « la volonté d'exemplarité des chantiers des JO ».

Le travail illégal serait mis en place par des entreprises turques, sous-traitantes, qui se placent rapidement en liquidation lorsque des soupçons pèsent sur elles.

Un ami de Gaye confie : « Moi j'ai donné deux fois des papiers différents à la même entreprise, j'ai été pris ». Mais dès qu'une inspection arrive les patrons expédient directement les travailleurs sans-papier. Le patron m'a dit : " Tu reviens plus ! " se souvient Gaye. Il a notamment travaillé au futur centre aquatique et à la tour Pleyel tous les deux en Seine Saint

Denis ainsi qu'au futur village des athlètes.

L'espoir réside dans la régularisation. En effet, l'État français souhaitait créer des titres de séjours dans les « métiers en tension ». Jean-Albert Guidou, Secrétaire général à l'union locale CGT Bobigny, a déjà accompagné plusieurs personnes dans leur régularisation et victoire ! Une quinzaine de personnes ont réussi à obtenir des titres de séjours. Certains résidents en France depuis plus d'une décennie ! Ceci résultant de la médiatisation de leur situation dans les médias.

Accepter les conditions ou... partir

Le parallèle est limpide. Que ce soit au niveau du village olympique, à Saint-Denis, ou du centre aquatique du parc des sports de Marville, tous deux situés en Seine-Saint-Denis, des anciens ouvriers décrivent une gestion inhumaine du personnel, des rémunérations insuffisantes, des journées de travail à rallonge dont les heures supplémentaires ne sont pas payées, des congés payés inexistantes et parfois même des journées entières non rémunérées.

Des situations qui reposent sur un chantage classique rendu possible par l'absence de statut des employés clandestins. Les sans-papiers n'auraient d'autre choix que d'accepter les entorses au droit du travail ou de... plier bagages. De surcroît, la nécessité d'achever les chantiers avant les rendez-vous du grand événement sportif international rend difficile l'organisation d'une pression sociale progressive.

Si les déboires des clandestins sur les chantiers « sportifs » français rappellent légitimement ceux des ouvriers

des travaux qataris, la comparaison n'est pas toujours vraie.

En effet, durant les préparatifs de la Coupe du monde, 6 500 travailleurs seraient morts, parfois des immigrés légaux venus avec des papiers qu'ils se seraient vu confisquer. Il n'en reste pas moins que l'emploi de clandestins sur des projets promus par l'État français – chantre théorique des droits humains – est une bombe politique à retardement.

Nombre de scandales agitent les Jeux Olympiques de Paris en plus de ceux-là : 45 000 bénévoles non payés et non logés, prix et attribution des billets, étudiants expulsés. Difficile d'envisager des jeux olympiques sereins au vu de tous ces événements et encore à 1 an du lancement officiel. Les jeux qui devaient faire rayonner la France auront-ils finalement eu l'effet inverse ?

Une pensée à tous ces sans papiers qui travaillent clandestinement en France pendant des années, dans le bâtiment, la restauration, le ménage et autres. Ils ne bénéficieront peut-être jamais de la sécurité sociale, la retraite, et les congés payés.

L'Etat français profite de cette population qui participe à l'économie française et qui risque l'expulsion un jour ou l'autre. Une main d'oeuvre exploitée par des entreprises et des sous-traitants sans scrupule. Ne pas régulariser ces ouvriers est un crime contra l'humanité !

"Un édifice bâti sur l'inégalité, la lutte, et l'exploitation du faible, est irrémédiablement condamné à s'écrouler."



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada





LE MAROC SOUS STRESS HYDRIQUE

Les avocats du diable ...



Par **Abderrahman El Fouladi, Ph.D.**

(Géographe à la retraite)

Qu'ils étaient heureux, ces agriculteurs marocains de voir la pluie, oh combien tardive cette année, s'abattre sur le pays en cette fin du mois de mars ! Et ces fellahs, travestis en reporters d'un jour, qui déversent des centaines de vidéos sur les réseaux sociaux montrant l'œuvre "bénéfique" de ces dernières précipitations... Comme cette cascade d'Ouzoud devenue un torrent rouge-bistre que les singes (nombreux dans cette zone) contemplaient avec inquiétude ou cette rivière Tassaout charriant des kilotonnes de boue et de gravier vers le barrage Al Massira en aval..!

Mais autant en emportent la boue et les gravats; la pluie est bien là et c'est l'essentiel !

Et elle est bien là cette pluie; comme l'assassin faisant demi-tour sur la scène de crime... pour mieux achever sa victime à coup de mégatonnes de boue et de gravats drainés vers les 146 grands barrages (recensement de 2020), exacerbant ainsi l'érosion des bassins versants (en amont des barrages); érosion estimée à 100 mégatonnes par an dont 60% se déposent directement dans les barrages selon un récent rapport du Groupe de la Banque Mondiale sur le climat et l'environnement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Et, à ce rythme (et selon la même source), *20 grands barrages marocains seront complètement envasés d'ici à 2040 tandis que près de la moitié des réservoirs de barrages auront perdu à peu près 50% de leur capacité en 2050; et la quasi-totalité des petits barrages construits seront probablement envasés d'ici à 2040* (fin de citation).

Le paradoxe de la sécheresse engendrant l'envasement des barrages

Et ils sont nombreux à cultiver et à nourrir ce paradoxe : depuis le montagnard qui arrache l'arbre à la racine (gênant ainsi les bassins versants à canaliser l'eau pluviale vers les nappes phréatiques et accélérant l'érosion de la mince pellicule de terre arable) aux pil-

leurs de sable dans les cours d'eau condamnant les eaux de pluie (faute de pouvoir se freiner et s'infiltrer via le sable) à éroder les berges des cours d'eau voire les terrains agricoles avoisinants et faire migrer les sols fertiles vers les réservoirs des barrages qui verraient leur durée de vie se réduire comme une peau de chagrin.

De leur côté les changements climatiques rendront les précipitations rares et, quand ces précipitations tombent, elles tombent en averses destructrices.

À la base de cet engrenage destructeur : la concentration des industries polluantes et émettrices de particules fines dans un bassin limité par l'océan atlantique et la mer méditerranée d'une part et par les chaînes du Rif et du Moyen et haut Atlas d'autres part. Les particules fines se trouvent ainsi piégées avec une liberté *conditionnelle* de mouvement au gré des vents entre les altitudes moyennes des versants montagneux orientés vers la mer.

Quand l'anticyclone des Açores faiblit, les masses d'air chargées d'humidité s'échappent vers le Maroc et rencontrent dans leur sillage ces particules fines qui vont précipiter la condensation des nuages en masse et accélérer la formation de fortes précipitations locales .

Tout ce qu'il restera à la population c'est de prier pour que ces précipitations soient solides ; sous forme de neige, car la neige prend son temps pour libérer son eau dont une partie va alimenter les nappes phréatiques et l'autre partie les cours d'eau de surface. Or les conditions météo auraient plus tendance à favoriser les précipitations liquides que solides avec les impacts que nous vivons actuellement : Écoulement rapide en surface empêchant le remplissage efficace des aquifères et par conséquent la hausse du niveau des nappes phréatiques, exacerbant l'érosion des berges des cours d'eau ainsi que des terres agricoles avoisinantes et, par conséquent, augmentant drastiquement l'envasement des réservoirs de barrages.

Le gouvernement marocain a mis sur pied des politiques louables pour faire face à la crise : Programmes de reboisement, interconnexion des bassins versants, programmes de gestion de l'eau dans le domaine agricole, etc. Mais force est de constater que la pénurie d'eau est devenue structurelle .

Un pays au bord de la panne sèche

Suite aux récentes précipitations, le ministère de l'Équipement et de l'Eau vient d'annoncer que le taux de remplissage des barrages au Maroc vient d'atteindre les 32,2 %, avec un volume de retenues de plus de 5 milliards de mètres cubes (m³); soit un peu moins que le taux de remplissage des barrages enregistrés en 2022 et qui fut qualifié dans

le rapport du Groupe de la Banque mondiale, cité précédemment, de "*niveau historiquement bas ; soit de 32,8%*"

Pire : Les besoins en eau renouvelable des marocains sont passés de 2560 m³ par personne et par an en 1960 à près de 620 m³ par personne et par an en 2020 : Le stress hydrique est devenu structurel au Maroc.

Et le Groupe de la Banque Mondiale de poursuivre ses prédictions d'oiseau de mauvaise augure : Le Maroc pourrait atteindre le seuil de pénurie d'eau absolue (qui est de 500 m³ par personne et par an) d'ici 2030.

L'or vert des uns fait le vert-gris des autres

Devant un tel scénario apocalyptique, le sage aurait instauré des mesures drastiques de gestion de l'eau surtout dans le secteur qui en consomme le plus; soit l'agriculture, et ce, en limitant la production; voire en bannissant les cultures *hydrovores* (pardonnez-moi le néologisme) et tout en introduisant des cultures et une arboriculture qui supporteraient au mieux cette soif annoncée.

Or, du Souss au Loukoss en passant par le Tensift, le Gharb et partout ailleurs, les serres dédiées au maraichage, ces nouvelles mines marocaines d'or vert (*pour certains bénis par Al Ghazouani comme on dit ici*), poussent comme des champignons sur des terres où le fellah est bien, et de loin, sous le seuil de pauvreté !

Parmi les propriétaires de serre (dont le souci est plus le cours de l'or vert sur les marchés étrangers que l'approvisionnement du marché local en légumes de première nécessité), il y a certes des maraichers *Made in Morocco*, des nantis qui sont nés sous une bonne étoile et ayant hérité de respectables fortunes directement investies dans la culture de l'avocat, de la tomate ou des pastèques. Mais il y a aussi (et beaucoup de) ces extra et multinationaux qui sortent de leur chapeau la nationalité qu'il faut pour louer à long terme (moyennant quelques euros de plus) des terres agricoles, quelquefois privées mais souvent domaniales ou relevant du régime collectif (propriétés de certaines tribus).

Mais puisque les barrages sont presque au régime sec, où trouve-t-on tant d'eau pour cultiver cet *or vert* pour alimenter, non pas le marché local comme le veut la logique, mais le marché européen, et ce, sans rien donner en retour aux autres marocains ; sinon quelques emplois mal rémunérés; alors que l'eau appartient à tous et que sa pénurie va se transformer en vert-de-gris surtout pour les moins nantis de la population ?

Je vous la donne en mille : La nappe phréatique, ce réservoir sensé renfermer à peu près l'équivalent du taux actuel de remplissage de tous les barrages et qui apporterait 35% de l'eau utilisée en agri-

culture maintenant; un pourcentage qui bénéficie bien-sûr aux cultures sous serres; soit les avocats du diable et consorts!

Et on continue de forer... toujours plus fort et toujours plus profond, pour puiser de l'eau, au point de compromettre le renouvellement des nappes ordinaires et de condamner les nappes phréatiques fossiles non renouvelables , et ce, au risque de provoquer des subsidences pouvant causer la diminution de la capacité de la roche à stocker l'eau; voire des séismes. Mais ça... C'est une autre histoire. Et au moins un autre article serait nécessaire pour traiter des impacts de l'exploitation de ces aquifères.

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

1485, rue des Roses
Sherbrooke (Qc) J1E 4J2
Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

**Directeur de Publication
et Rédacteur en Chef**

**Abderrahman EL FOULADI
INFORMATION / PUBLICITÉ**

Tél : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

*Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)*

*Abderrazaq Mihamou
(Maroc)*

*Pr. Moha Ennaji
(Maroc)*

*Ahcene Tahraoui, Journaliste,
(Canada)*

IMPRESSION

*Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal, Québec)*

**MAGHREB CANADA
EXPRESS (MCE)** est un mensuel édité et distribué au Canada depuis le 1^{er} Juillet 2003. Les éditions papier et (ou) numérique sont offertes gratuitement . Si le journal est imprimé, il est distribué dans les commerces ainsi que dans des lieux publics à Montréal, Brossard, Laval et dans la ville de Sherbrooke, et ce, depuis sa création.



GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

Quand Macron veut discuter avec Poutine



Par Mustapha Bouhaddar

Lors de l'une des rares interviews donnée par Macron et Poutine, ce dernier s'adressa au Président français devant un parterre de journalistes français et étrangers, médusés par les paroles du président russe qui propose à la France de la protéger contre les autres Etats qui pourraient lui nuire.

Emmanuel Macron dégaina rapidement en expliquant à Poutine que la France a les moyens de se défendre toute seule, et n'a besoin de l'aide de personne.

Attentat de Moscou

Selon " Le Journal de Dimanche " du 25/03/2024, Emmanuel Macron a fait savoir que la France avait « proposé aux services russes » une « coopération accrue », à la suite de l'attentat meurtrier à Moscou. Selon le président de la République, la branche de cette organisation terroriste impliquée dans l'attaque aurait également l'intention de cibler la France ces derniers mois.

Si les tensions entre Moscou et Paris sont extrêmes autour du conflit ukrainien, la France entend maintenir des liens avec la Russie en matière de lutte contre le terrorisme.

Le 25 mars, le président de la République Emmanuel Macron a donc assuré que la France avait « proposé aux services russes, comme à nos partenaires de la région, une coopération accrue », à la suite de l'attentat meurtrier à

Moscou, revendiqué par le groupe terroriste État islamique. Et ce, a précisé le dirigeant français, « compte tenu des informations dont nos services disposent et des éléments qui peuvent être utiles aux Russes ».

Invité par la presse à dire s'il pourrait discuter de ce sujet directement avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a répondu que les contacts se feraient au niveau « technique et ministériel » dans « un premier temps ». « Nous verrons l'évolution du contexte et si les jours ou semaines qui viennent le justifient », a-t-il ajouté, selon des propos rapportés par l'AFP.

La France et la Russie ciblées par la même branche de l'État islamique

Par la même occasion, le chef de l'État a révélé, depuis la Guyane où il est arrivé ce 25 mars, que la branche du groupe djihadiste « impliquée » dans l'attaque du 22 mars à Moscou, « avait conduit ces derniers mois plusieurs tentatives » sur le sol français. Le groupe État islamique au Khorasan (EI-K) « a fomenté cet attentat [en Russie] et l'a mis à exécution », a affirmé le chef de l'État - alors que les autorités russes ont suggéré publiquement d'autres pistes.

À la suite de l'attaque dans la capitale russe, qui a causé la mort de 137 personnes, le gouvernement français a décidé, dimanche 24 mars, de rehausser le plan Vigipirate au niveau « urgence attentat » (le plus élevé), « compte tenu de la revendication de l'attentat par l'État islamique et des menaces qui pèsent sur [la France]. »

Nous sommes loin de la mobilisation de la France en particulier et les autres pays européens en général pour aider l'Ukraine contre l'invasion russe.

Aujourd'hui, l'ennemi qu'on pointait du doigt serait devenu respectable, la France lui tend même la main et lui propose son aide. Pendant ce temps là, l'Ukraine continue de sombrer dans le chaos.

C'est quand-même triste !

Fausse preuves vaccinales : deux arrestations à Montréal



Une ex-employée d'une pharmacie de Montréal, Sumaya Saïd Ugas, et son complice Robert Anand Ramdass, ont été arrêtés, le 3 avril 2024, pour production et usage de fausses preuves vaccinales et pour utilisation non autorisée d'un ordinateur des suites d'une enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption.

L'infraction a été commise entre août 2021 et janvier 2022.

Mme Ugas a été remise en liberté sous promesse de comparaître le 19 avril prochain au palais de justice de Montréal à la suite de l'exécution d'un mandat visé.

M. Ramdass demeure détenu et comparaitra le 4 avril 2024.

Il devra également faire face à deux accusations d'omission et de défaut de se conformer à une ordonnance. Ce dernier faisait l'objet d'un mandat d'arrestation.

Rappelons que toute personne détenant une information concernant un acte répréhensible en matière de corruption peut communiquer avec l'UPAC (1) en remplissant le formulaire de dénonciation disponible sur son site Web.

Le Commissaire à la lutte contre la corruption est un corps de police spécialisé dont la mission est d'assurer, pour l'État, la coordination des actions de prévention et de lutte contre la corruption dans le secteur public. Pour ce faire, il dirige et coordonne les équipes d'enquête et de vérification désignées par le gouvernement qui forment l'Unité permanente anticorruption.

Source : CNW (le 4 avril 2024)

(1) L'UPAC EN BREF

L'Unité permanente anticorruption (UPAC), créée par le gouvernement du Québec le 18 février 2011, est un regroupement d'organismes publics sous la responsabilité du Commissaire à la lutte contre la corruption, qui coordonne et dirige les forces et expertises en place au sein du gouvernement pour lutter contre la corruption.

Source : Site WEB de l'UPAC <https://upac.gouv.qc.ca>



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



A STAR ALLIANCE MEMBER 

NOUS SOMMES TOUS CONNECTÉS

Nous desservons plus de pays que toute autre compagnie aérienne dans le monde.



TURKISH AIRLINES

EN MARGE DU SALON IT & CYBERSECURITY MEETINGS DE CANNES

Cyber sécurité, un passage obligé au quotidien



Abderrazaq MIHAMOU
Expert en Digital
Chroniqueur membre de l'AJI Québec

La cyber sécurité est devenue de plus en plus une préoccupation majeure à l'ère numérique, et ce, en raison de :

- 1. La Dépendance croissante à l'égard de la technologie :** La société moderne dans toutes ses composantes est de plus en plus dépendante de la technologie pour ses opérations quotidiennes; que ce soit dans les domaines des communications, des transactions financières, de la santé, de l'éducation, de l'énergie, etc. Cette dépendance accrue crée des vulnérabilités exploitables par les cybercriminels.
- 2. Augmentation du cyber attaques qui sont devenues plus fréquentes, sophistiquées et diversifiées :** Les attaquants exploitent les failles de sécurité pour accéder à des données sensibles, perturber des services critiques ou même causer des dommages physiques dans certains cas.
- 3. Conséquences réputationnelles en cas de violations des données par des cyber attaques :** des dégâts fi-

nanciers désastreux sont à essayer par les organisations victimes, allant des amendes réglementaires aux pertes de revenus et aux frais de *remédiation*. De plus, la réputation pourrait être gravement compromise en cas de faille de sécurité.

4. Protection de la vie privée : les individus sont aussi exposés à ce phénomène devenu une préoccupation majeure; à mesure que les données personnelles sont de plus en plus collectées, stockées et utilisées dans le monde numérique. Les violations de données compromettent la vie privée et peuvent entraîner des conséquences néfastes, telles que le vol d'identité.

5. Réglementations et conformité. C'est pour cela que les gouvernements du monde entier imposent des réglementations strictes en matière de protection des données, obligeant les entreprises et les individus à renforcer leurs mesures de sécurité pour se conformer aux normes légales. Le non-respect de ces réglementations peut entraîner des sanctions pénales et financières sévères.

6. Évolution permanente des menaces. Les cybercriminels et hackers développent constamment de nouvelles méthodes et techniques pour contourner les mesures de sécurité existantes. Cela nécessite une vigilance continue et une adaptation constante des stratégies de défense.

C'est pour cela que la cyber sécurité s'impose à nos jours pour protéger les données, les systèmes et les infrastructures critiques contre les cyber menaces croissantes; Assurer la confidentialité et la sécurité des individus et des organisations, c'est le seul moyen pour maintenir la confiance dans l'économie numérique mondiale et les échanges de données en toute confiance.

La croissance des applications et des organisations spécialisées dans la protection et la sécurisation des informations est l'indicateur principal sur l'importance accrue accordée à ce domaine.

IT & Cybersecurity Meeting

Les spécialistes de ce secteur multiplient les rencontres à travers le monde autour de ces technologies convaincus de la pertinence de la veille pour anticiper sur les dégâts qui peuvent être causés et la sécurité de l'information digitalisée.

D'où des salons comme « IT & Cybersecurity Meeting » qui a choisi Cannes pour son édition européenne.

Au palais des festivités de Cannes, les spécialistes de la sécurité en IT (Technologie de l'information) avaient droit au tapis rouge et ont organisé en parallèle des expositions et des échanges BtoB, des conférences sur la cybersécurité, des tables rondes ainsi que des ateliers qui ont accompagné ce meeting international.

Lors de l'une des conférences, des chiffres très importants qui prouvent l'importance de se prémunir contre les cybers attaques ont été exposées et débattus à savoir :

- Le coût moyen d'une violation de données pour une entreprise s'élève à des millions de dollars. Selon une étude de IBM Security et du Ponemon Institute, le coût moyen d'une violation de données s'élevait à environ 4 millions de dollars en 2021;
- Les attaques cybernétiques sont en constante augmentation. Selon le rapport Internet Security Threat Report de Symantec, le nombre de logiciels malveillants uniques a atteint près de 500 millions en 2020;

- Le temps nécessaire pour détecter une violation de données est souvent long, ce qui laisse aux attaquants plus de temps pour infiltrer des données sensibles. Selon le rapport du Ponemon Institute, le temps moyen pour détecter une violation de données était d'environ 280 jours en 2020;

- Les données sensibles et confidentielles sont souvent compromises lors des cybers attaques. En moyenne, une violation de données expose plus de 25 000 enregistrements sensibles, selon le rapport du Ponemon Institute;

- Les secteurs les plus touchés par les cyber attaques comprennent la santé, les finances, le gouvernement et les entreprises de technologie. Ces secteurs traitent souvent des données sensibles et sont donc des cibles attrayantes pour les Hackers;

- Le phishing reste l'une des méthodes les plus courantes pour obtenir des informations d'identification et accéder à des systèmes. Selon le rapport du Anti-Phishing Working Group (APWG), le taux de succès moyen des attaques de phishing était d'environ 14 % en 2020;

- Avec l'augmentation des cyberattaques, la demande de professionnels qualifiés en cybersécurité est en constante augmentation. On estime que d'ici 2025, il y aura un déficit de près de 3,5 millions de postes vacants en cybersécurité dans le monde, selon le rapport Cybersecurity Workforce Study de (ISC)².

Ces chiffres soulignent l'importance croissante de la cyber sécurité et les défis auxquels les entreprises et les organisations sont confrontées dans la protection de leurs données et de leurs systèmes contre les menaces en ligne.



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



EN MARGE DU SALON IT & CYBERSECURITY MEETINGS DE CANNES

Trois questions à Saida Begi, Business Development, Manager



Madame Saida Begi

Le Maroc était de la partie, au Salon "IT & Cybersecurity Meeting" qui s'est tenu à Cannes (France) vers la fin du mois de mars dernier.

Le Royaume fut représenté par 3 entreprises qui ont été accompagnées par le gouvernement Marocain par le biais de l'Agence Marocaine du Développement de l'investissement et des Exportations (AMDIE), et ce, pour faire valoir la compétence des entreprises Marocaines dans le domaine de la sécurité informatique tout en leur ouvrant des horizons à l'international.

Profitant de notre présence à cet événement, nous avons pu obtenir, un entretien exclusif pour le men-

suel Canado-marocain "Maghreb Canada Express" de la part de Mme Saida Begi, et ce, entre 2 rendez-vous d'affaires de l'une des Startup Marocaines ayant eu un grand succès à ce rassemblement interprofessionnel de haut niveau.

Mme SAIDA BEGI est en effet une *Business development Manager*, représentant la société HTBS AFRICA; l'une des 3 entreprises (HTBS Africa, Dataprotect et NGBS) ayant représenté le Maroc au salon "IT & cybersecurity Meeting" de Cannes.

Trois questions furent posées à Mme Begi .

La première question concernait l'objectif derrière la présence de HTBS Africa à ce salon. Ce à quoi elle répondit :

« Dans notre plan stratégique de développement, nous avons prévu d'ouvrir une filiale en France d'ici deux ans, cet événement était une belle opportunité pour qualifier le marché et identifier les besoins en matière de cyber sécurité en France.

De plus, Nous étions sélectionnés par l'Agence Marocaine du Développement de l'investissement et les Exportations AMDIE, qui offre une assistance technique et logistique, pour faire partie de la délégation marocaine des entreprises à fort potentiel à l'export et nous avons répondu présents ».

La seconde question concernait la valeur ajoutée que pourrait avoir HTBS Africa pour le marché Européen . Mme Begi répondit :

« En plus de la compétence technique qualifiée, notre offre de services s'articule autour de l'accompagnement à la mise en place d'une stratégie de sécurité des SI basée sur l'approche « Zero Trust », dans le but d'avoir une architecture sécurisée, flexible, évolutive et optimale.

Notre maîtrise et connaissance à 360 degré des SI, nous permet de réaliser l'audit des SI, puis de proposer des scénarii et plans d'architecture optimaux, ensuite définir des politiques de gestion de risques en apportant du conseil dans le choix des technologies et des solutions et leur intégration d'une ma-

nière optimale.

Nous sommes une entreprise à taille humaine, agile et flexible, avec des connaissances sectorielles et organisationnelles qui ont fait leur preuve au Maroc et en Afrique Sub-Saharienne, et nous sommes convaincus que nos équipes peuvent s'adapter au marché européen, en terme de réglementations, de référentiels et des entreprises en fonction de leur secteur et de leurs spécificités ».

Quand nous lui avons demandé de nous éclairer sur le bilan d'affaire de HTBS Africa durant ce salon, Mme Begi nous répondit :

« Pour une première participation, le bilan est plutôt satisfaisant. Cela nous a permis d'avoir une visibilité sur le marché européen en général et français en particulier d'une part, et, d'autre part, de présenter nos services aux décideurs et opérateurs venus nombreux. Cette expérience nous encourage à participer dans l'avenir proche à d'autres salons européens afin de faire valoir le savoir-faire Marocain en matière de cybersécurité.

Plusieurs opportunités s'offrent à nous et nous allons s'y atteler avec l'équipe dès notre retour au Pays, afin de les concrétiser ».

Propos recueillis par A. Mihamou pour Maghreb Canada Express



Canada



Aïd al-Fitr Moubarak

DE LA PART DE VOS DÉPUTÉS
FÉDÉRAUX LIBÉRAUX.

Eid al-Fitr Mubarak

FROM YOUR FEDERAL LIBERAL MPs



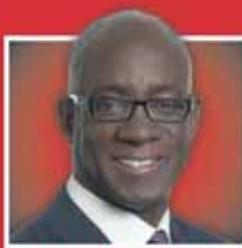
TRÈS HON. JUSTIN TRUDEAU

DÉPUTÉ / MP
Papineau
Justin.Trudeau.c1c@parl.gc.ca
(514) 277-6020



ANJU DHILLON

DÉPUTÉE / MP
Dorval – Lachine – LaSalle
Anju.Dhillon@parl.gc.ca
(514) 639-4497



EMMANUEL DUBOURG

DÉPUTÉ / MP
Bourassa
Emmanuel.Dubourg@parl.gc.ca
(514) 323-1212



FAYÇAL EL-KHOURY

DÉPUTÉ / MP
Laval – Les Îles
Faycal.El-Khoury@parl.gc.ca
(450) 689-4594



ANNA GAYNEY

DÉPUTÉE / MP
Notre-Dame-de-Grâce-Westmount
Anna.Gainey@parl.gc.ca
(514) 283-9790



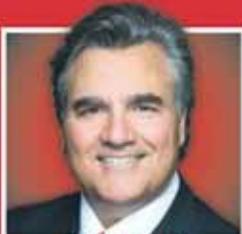
HON. STEVEN GUILBEAULT

DÉPUTÉ / MP
Laurier – Sainte-Marie
Steven.Guilbeault@parl.gc.ca
(514) 522-1339



ANTHONY HOUSEFATHER

DÉPUTÉ / MP
Mont-Royal / Mount Royal
Anthony.Housefather@parl.gc.ca
(514) 283-0171



ANGELO IACONO

DÉPUTÉ / MP
Alfred – Pellan
Angelo.Iacono@parl.gc.ca
(450) 661-4117



HON. MÉLANIE JOLY

DÉPUTÉE / MP
Ahuntsic-Cartierville
Melanie.Joly@parl.gc.ca
(514) 383-3709



ANNIE KOUTRAKIS

DÉPUTÉE / MP
Vimy
Annie.Koutrakis@parl.gc.ca
(450) 973-5660



EMMANUELLA LAMBROPOULOS

DÉPUTÉE / MP
Saint-Laurent
Emmanouella.Lambropoulos@parl.gc.ca
(514) 335-6655



PATRICIA LATTANZIO

DÉPUTÉE / MP
Saint-Léonard – Saint-Michel
Patricia.Lattanzio@parl.gc.ca
(514) 256-4548



HON. SORAYA MARTINEZ FERRADA

DÉPUTÉE / MP
Hochelaga
Soraya.Martinez.Ferrada@parl.gc.ca
(514) 283-2655



ALEXANDRA MENDES

DÉPUTÉE / MP
Brossard – Saint-Lambert
Alexandra.Mendes@parl.gc.ca
(450) 466-6872



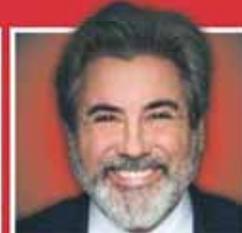
HON. MARC MILLER

DÉPUTÉ / MP
Ville-Marie – LaSalle – Île-des-Sœurs
Marc.Miller@parl.gc.ca
(514) 496-4885



YVES ROBILLARD

DÉPUTÉ / MP
Marc-Aurèle – Fortin
Yves.Robillard@parl.gc.ca
(450) 622-2992



HON. PABLO RODRIGUEZ

DÉPUTÉ / MP
Honoré – Mercier
Pablo.Rodriguez@parl.gc.ca
(514) 353-5044



FRANCIS SCARPALEGGIA

DÉPUTÉ / MP
Lac-Saint-Louis
Francis.Scarpaleggia@parl.gc.ca
(514) 695-6661



SHERRY ROMANADO

DÉPUTÉE / MP
Longueuil – Charles-LeMoine
Sherry.Romanado@parl.gc.ca
(450) 671-1222



SAMEER ZUBERI

DÉPUTÉ / MP
Pierrefonds – Dollard
Sameer.Zuberi@parl.gc.ca
(514) 624-5725